

Art. 6. Dit decreet treedt in werking tien dagen nadat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Waalse Gewestraad 517 (1998-1999) nrs. 1 tot 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 4 mei 1999.

Bespreking - Stemming.



F. 99 — 1968

[C - 99/27489]

6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la gestion budgétaire, comptable, financière et patrimoniale de l'Agence wallonne des Télécommunications

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 février 1999 créant l'Agence wallonne des Télécommunications, notamment les articles 14 et 15;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine, du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports et du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « l'Agence » : l'Agence wallonne des Télécommunications;

2° « le Ministre » : le Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions.

CHAPITRE II. — Du budget

Section 1^{re}. — Du budget des recettes et des dépenses

Art. 2. Le budget évalue toutes les recettes et autorise toutes les dépenses à effectuer par l'Agence, quelles qu'en soient l'origine et la cause, au cours de l'année pour laquelle il est élaboré.

Art. 3. Par recettes, on entend tous les droits acquis à l'Agence du chef de ses relations avec les tiers.

Art. 4. § 1^{er}. Pour les contrats et marchés dont l'exécution excède le terme de l'année budgétaire, le budget prévoit, d'une part, le montant des engagements qui peuvent être conclus et, d'autre part, le montant de la partie des contrats et marchés qui peut être exécutée au cours de l'année budgétaire considérée.

§ 2. Par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, les droits qui résultent de la conclusion de contrats d'usage de biens ou de services, liant les signataires pour une durée excédant le terme de l'année budgétaire, ne sont portés au budget qu'à concurrence du montant des droits qui deviennent exigibles au cours de l'année budgétaire.

Art. 5. L'imputation budgétaire est basée sur le document, destiné au tiers ou émanant de lui, qui constate l'existence et l'étendue de l'opération.

Art. 6. Les évaluations portées aux articles du tableau des recettes du budget ne sont pas limitatives de la recette à effectuer.

Les recettes doivent être rattachées aux articles en regard desquels elles sont prévues.

Art. 7. Les crédits postulés aux articles du tableau des dépenses limitent celles-ci au montant fixé, à moins que leur libellé ne précise qu'ils sont non limitatifs.

Art. 8. Les transferts de crédits portés au budget de l'Agence doivent être autorisés avant exécution par le Ministre sur avis conforme du Ministre du Budget.

Section 2. — Des mouvements internes

Art. 9. Les opérations qui ne résultent pas des relations avec des tiers constituent des mouvements internes. Ces opérations concernent notamment la formation, la transformation et la disparition de valeurs patrimoniales, la constitution de fonds de réserve, de fonds d'amortissement ou de renouvellement.

Art. 10. Les mouvements internes sont évalués à titre indicatif dans la préfiguration des comptes qu'ils doivent affecter.

La préfiguration des comptes est la synthèse du mouvement des valeurs qui découle de l'exécution de la mission statutaire de l'Agence pendant l'année pour laquelle le budget est dressé.

Cette synthèse tient compte des mêmes groupes de subdivisions que celles apparaissant dans le plan comptable. Elle a pour but de montrer les transformations probables du patrimoine qui résultent, soit des opérations effectuées par l'Agence avec des tiers, soit du mouvement interne des valeurs.

Section 3. — De la forme du budget et de ses annexes

Art. 11. Le projet de budget de l'Agence est présenté en tableaux dans la forme prescrite conjointement par le Ministre et le Ministre du Budget.

Ces tableaux doivent être établis de manière telle qu'il soit satisfait aux dispositions de l'article 4. Les recettes et les dépenses y sont classées par nature.

Art. 12. Les prévisions de recettes et les crédits de dépenses sont appuyés de notes justificatives distinctes.

Les actes de gestion dont les conséquences financières se traduisent dans les comptes de plusieurs années sont exposés sous forme de programme succinct. Chaque année, jusqu'à réalisation complète du programme, le degré d'avancement dans l'exécution est rappelé.

Art. 13. L'Agence présente parmi les notes justificatives la préfiguration du mouvement des comptes dont il est question à l'article 10.

Cette préfiguration est formée de manière telle que :

1° toutes les recettes et les dépenses portées dans le tableau des prévisions budgétaires se retrouvent les premières au crédit et les secondes au débit des comptes préfigurés;

2° tous les mouvements internes définis à l'article 9 apparaissent de façon distincte et se balancent au débit et au crédit pour l'ensemble des comptes préfigurés.

Art. 14. En ce qui concerne l'administration des biens mobiliers ou immobiliers lui appartenant ou dont elle a l'usage ou la gestion, l'Agence peut se limiter à la présentation de la préfiguration des comptes enregistrant les opérations de gestion et les fluctuations de valeur de ces biens.

Art. 15. La préfiguration du compte des mouvements de trésorerie est annexée au projet de budget.

CHAPITRE III. — De la tenue de la comptabilité

Art. 16. Toutes les opérations intéressant l'activité et l'administration de l'Agence font l'objet, jour par jour, d'un enregistrement comptable complet.

Chaque écriture s'appuie sur une pièce justificative.

Art. 17. L'enregistrement est fait selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double. Il fait l'objet d'inscriptions au minimum :

1° dans un livre-journal reprenant les opérations dans l'ordre chronologique;

2° dans un système de comptes spécifiant, d'une part, d'après leur nature, les ressources mises en œuvre et, d'autre part, l'usage qui est fait de ces ressources ainsi que les modifications de patrimoine qui en résultent.

Art. 18. En cours d'année, les comptes enregistrant les dépenses budgétaires ne comportent que des inscriptions au débit; les comptes enregistrant les recettes budgétaires ne comportent que des inscriptions au crédit, de manière que ces comptes forment la récapitulation des documents justificatifs de ces inscriptions.

Art. 19. Les documents émanant de tiers et qui appuient les inscriptions aux comptes sont classés par article du budget.

Les copies des documents destinés aux tiers font l'objet d'un classement analogue.

Art. 20. Les documents établis par l'Agence pour justifier les mouvements internes de valeurs font l'objet d'un classement par compte; ils ne peuvent être confondus avec ceux visés à l'article 19.

Art. 21. Une provision est constituée afin de couvrir les créances irrécouvrables futures. La somme à provisionner correspond au minimum au tiers des créances irrécouvrables constatées durant trois exercices consécutifs.

Art. 22. A la date du 31 décembre, il est procédé à la révision des valeurs des éléments actifs et passifs du patrimoine de l'Agence et il est dressé un inventaire général basé sur les relevés détaillés des existences, subdivisé en autant de chapitres que le plan comptable de l'Agence.

Art. 23. Les écritures destinées à redresser les comptes conformément aux données de l'inventaire sont passées sous la même date du 31 décembre.

Art. 24. Après la passation des écritures visées à l'article 23, il est dressé une balance définitive des comptes.

Art. 25. Le résultat cumulé constitue les fonds propres de l'Agence.

CHAPITRE IV. — De la reddition des comptes

Art. 26. L'Agence présente annuellement au Ministre :

1° le compte d'exécution du budget;

2° le compte des variations du patrimoine;

3° un compte de résultats;

4° un bilan.

Art. 27. Le compte d'exécution du budget est formé par la transposition des sommes apparaissant à la balance définitive dans le groupe des comptes ouverts.

Il présente, compte tenu des modifications qui y ont été régulièrement apportées, les mêmes subdivisions que les tableaux du budget tel qu'il a été établi en conformité avec les dispositions prévues à l'article 12.

Ces tableaux font apparaître dans les colonnes successives :

- 1° les numéros des articles;
- 2° les libellés de ceux-ci;
- 3° les prévisions de recettes ou les crédits accordés suivant le cas;
- 4° les recettes ou les dépenses imputées;
- 5° les différences entre les prévisions et les imputations.

La différence entre les recettes et les dépenses imputées forme le résultat budgétaire de l'année. Celui-ci cumulé avec les résultats budgétaires des années antérieures, forme le résultat général des budgets.

Art. 28. § 1^{er}. Le compte des variations du patrimoine est présenté sous forme de tableaux regroupant les éléments enregistrés dans les comptes ouverts.

§ 2. Il comprend :

- 1° les sommes représentant les accroissements d'actif et les diminutions de passif qui sont la contrepartie des dépenses imputées sur le budget;
- 2° les plus-values et les autres augmentations d'actif constatées, en dehors de toute imputation budgétaire;
- 3° les sommes représentant les diminutions d'actif ou les augmentations de passif qui sont la contrepartie des recettes imputées sur le budget;
- 4° les moins-values, les dépréciations, les disparitions d'actif ou les accroissements de passif constatés en dehors de toute imputation budgétaire.

§ 3. Les opérations sont récapitulées en groupant en colonnes différentes, celles qui font l'objet d'une imputation sur le budget et celles qui sont constatées, en dehors de toute imputation budgétaire.

§ 4. La différence entre les accroissements et les diminutions forme le résultat de variations du patrimoine de l'année.

Celui-ci, cumulé avec les résultats des années antérieures, forme le compte général des variations du patrimoine.

§ 5. La comparaison du bilan de l'année avec celui de l'année précédente indique le résultat des variations du patrimoine de l'Agence intervenues pendant l'année.

Art. 29. Le compte de résultats est formé :

- 1° du coût des matières mises en œuvre et des prestations fournies, des charges d'utilisation des immobilisations et de l'outillage ainsi que toutes les autres charges généralement quelconques se rapportant à cette exploitation et qui grèvent le prix de revient;
- 2° du prix de cession des services prestés et des produits cédés.

Art. 30. Le bilan donnant la situation active ou passive de l'Agence au 31 décembre est formé par la transposition des soldes apparaissant à la balance définitive des comptes.

Art. 31. § 1^{er}. Les comptes, accompagnés d'une balance définitive, sont produits en cinq exemplaires, pour le 30 avril de l'année qui suit celle de la gestion, au Ministre. Celui-ci transmet trois exemplaires au Ministre du Budget.

§ 2. Le Ministre du Budget adresse deux exemplaires des comptes à la Cour des Comptes pour le 31 mai de l'année qui suit celle de leur gestion.

Après avoir exercé sa mission de contrôle, la Cour des Comptes renvoie, avec ses observations, un exemplaire des comptes au Ministre du Budget qui le transmet au Ministre.

CHAPITRE V. — *Du règlement définitif du budget*

Art. 32. Le compte d'exécution du budget de l'Agence est annexé au projet de décret de règlement du budget.

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses et finales*

Art. 33. Lorsqu'un contrôle sur place est organisé par la Cour des Comptes, les documents justificatifs des inscriptions en comptabilité peuvent être gardés par l'Agence qui en est dépositaire en lieu et place de la Cour des Comptes.

Art. 34. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa signature.

Art. 35. Le Ministre et le Ministre du Budget sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1968

[C - 99/27489]

6. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Haushalts- und Rechnungsführung sowie die Finanz- und Vermögensverwaltung der «Agence wallonne des Télécommunications» (Wallonische Telekommunikationsagentur)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Februar 1999 zur Gründung der «Agence wallonne des Télécommunications», insbesondere der Artikel 14 und 15;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe, des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und des Ministers des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° «Agentur»: die «Agence wallonne des Télécommunications»;

2° «Minister»: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Telekommunikation gehört.

KAPITEL I — Haushaltsplan

Abschnitt 1 — Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplan

Art. 2 - Im Haushaltsplan werden alle Einnahmen veranschlagt und alle Ausgaben genehmigt, die im Laufe des Jahres, für welches er aufgestellt ist, von der Agentur zu tätigen sind, welche deren Herkunft oder deren Gründe auch sein mögen.

Art. 3 - Unter Einnahmen versteht man alle von der Agentur infolge deren Beziehungen mit Drittpersonen erworbenen Rechte.

Art. 4 - § 1. Für die Verträge und Aufträge, deren Ausführung länger als ein Haushaltsjahr dauert, werden einerseits die Höhe der Verpflichtungen, die abgeschlossen werden können, und andererseits der Betrag des Teils der Verträge und Aufträge, der im Laufe des berücksichtigten Haushaltsjahres ausgeführt werden kann, im Haushalt vorgesehen.

§ 2. In Abweichung von den Bestimmungen des § 1 werden die Rechte, die sich aus dem Abschluss von Verträgen zur Benutzung von Gütern und Dienstleistungen ergeben und die Unterzeichner für eine Dauer binden, die das Haushaltsjahr überschreitet, nur proportional zum Betrag der Rechte, die im Laufe des Haushaltsjahres eintreibbar werden, in den Haushaltsplan eingetragen.

Art. 5 - Die Haushaltsanrechnung wird auf Grundlage des Dokuments vorgenommen, das für die Drittperson bestimmt ist oder von dieser stammt, und durch welches das Bestehen und der Umfang des Geschäfts festgestellt wird.

Art. 6 - Die Veranschlagungen, die im Haushaltsplan in die Artikel der Einnahmentabellen eingetragen werden, beschränken die zu tätigen Einnahmen nicht.

Die Einnahmen müssen den Artikeln zugeordnet werden, denen sie in der Tabelle entsprechen.

Art. 7 - Die in den Artikeln der Ausgabentabellen angeführten Haushaltsmittel beschränken die Ausgaben auf den festgesetzten Betrag, außer wenn sie als uneinschränkende Mittel bezeichnet sind.

Art. 8 - Die Mittelübertragungen, die in den Haushaltsplan der Agentur eingetragen werden, müssen vor ihrer Ausführung vom Minister nach Zustimmung des Ministers des Haushalts genehmigt werden.

Abschnitt 2 — Interne Bewegungen

Art. 9 - Die Geschäfte, die nicht durch Beziehungen mit Drittpersonen entstehen, sind innere Bewegungen. Diese Geschäfte betreffen insbesondere die Bildung, die Umwandlung und das Verschwinden von Vermögenswerten, die Bildung von Rücklage-, Amortisierungs- oder Erneuerungsfonds.

Art. 10 - Die internen Bewegungen werden in der Vorausdarstellung der Konten, denen sie zugeschrieben werden müssen, zur Information veranschlagt.

Unter Vorausdarstellung der Konten versteht man die zusammenfassende Darstellung der Werteschwankungen, die sich aus der Ausführung der statutarischen Aufgabe der Agentur im Laufe des Jahres, für welches der Haushaltsplan erstellt worden ist, ergibt.

In dieser zusammenfassenden Darstellung werden die gleichen Unterteilungsgruppen wie diejenigen des Buchungsplans berücksichtigt. Sie hat zum Zweck, die wahrscheinlichen Vermögensänderungen zu veranschaulichen, die infolge der von der Agentur mit Drittpersonen abgeschlossenen Geschäfte oder infolge der internen Wertbewegungen eintreten.

Abschnitt 3 — Form des Haushaltsplans und dessen Anlagen

Art. 11 - Der Haushaltsentwurf der Agentur wird in der vom Minister und vom Minister des Haushalts gemeinsam vorgeschriebenen Form als Tabellen dargestellt.

Diese Tabellen müssen so erstellt werden, dass die Bestimmungen von Artikel 4 erfüllt werden.

In diesen Tabellen werden die Einnahmen und die Ausgaben je nach ihrer Art klassifiziert.

Art. 12 - Zur Bekräftigung der veranschlagten Einnahmen und Ausgabenkredite werden jeweils unterschiedliche Belege beigefügt.

Die Verwaltungshandlungen, deren finanzielle Folgen in den Konten von mehreren Jahren erscheinen, werden in der Form eines kurzen Programms dargestellt. Jedes Jahr des Programms bis zu dessen Vollendung wird der Fortschrittstand in der Ausführung angegeben.

Art. 13 - Unter den Belegen legt die Agentur die in Artikel 10 erwähnte Vorausdarstellung der Kontenbewegungen vor.

Diese Veranschlagung wird folgendermaßen dargestellt:

1° jede Einnahme und Ausgabe, die in der Tabelle der Haushaltsveranschlagungen eingetragen ist, befindet sich jeweils in den Aktiva bzw. in den Passiva der veranschlagten Konten;

2° jede in Artikel 9 definierte interne Bewegung erscheint getrennt und wird jeweils in die Aktiva- bzw. Passivaposten der Bilanz für die gesamten veranschlagten Konten eingetragen.

Art. 14 - Was die Verwaltung der beweglichen und unbeweglichen Güter, die sie besitzt, benutzt oder verwaltet, betrifft, kann die Agentur sich auf die Vorlage der Vorausdarstellung der Konten beschränken, in der die Verwaltungsgeschäfte und die Wertschwankungen dieser Güter eingetragen sind.

Art. 15 - Die Vorausdarstellung des Kontos der Zahlungsvorgänge wird dem Haushaltsentwurf beigefügt.

KAPITEL III — *Buchhaltung*

Art. 16 - Jedes Geschäft, das die Tätigkeiten und die Verwaltung der Agentur betrifft, wird in die Buchhaltung ausführlich aufgenommen.

Jede Eintragung wird mit einem Beleg begründet.

Art. 17 - Die Eintragungen erfolgen nach den üblichen Regeln der doppelten Buchführung. Die Verbuchungen erfolgen mindestens:

1° in dem Grundbuch, in dem die Geschäfte in chronologischer Reihenfolge aufgeführt sind;

2° in einem Kontensystem, in dem einerseits die eingesetzten Einnahmen je nach ihrer Art und andererseits die Verwendung dieser Einnahmen sowie die sich daraus ergebenden Vermögensänderungen aufgeführt werden.

Art. 18 - Im Laufe des Jahres erfolgen auf den Konten zur Verbuchung der Haushaltsausgaben nur Sollbuchungen und auf den Konten zur Verbuchung der Haushaltseinnahmen nur Habenbuchungen, so dass diese Konten eine Zusammenfassung der Beweisstücke dieser Eintragungen bilden.

Art. 19 - Die Dokumente, die von Drittpersonen ausgestellt werden und die Eintragungen in die Konten bekräftigen, werden je nach Haushaltsartikel geordnet.

Die Kopien der für Drittpersonen bestimmten Dokumente werden ähnlich geordnet.

Art. 20 - Die von der Agentur zur Rechtfertigung der internen Wertbewegungen erstellten Unterlagen werden nach Konten klassifiziert; sie sind nicht mit den in Artikel 19 erwähnten Dokumenten zu verwechseln.

Art. 21 - Es wird eine Rückstellung zur Deckung der zukünftigen uneinbringlichen Forderungen gebildet. Die zurückzustellende Summe entspricht mindestens einem Drittel der uneinbringlichen Forderungen, die während drei aufeinanderfolgenden Haushaltsjahren festgestellt worden sind.

Art. 22 - Am 31. Dezember eines jeden Jahres wird der Wert der Aktiv- und Passivposten des Agenturvermögens nachgeprüft und es wird ein allgemeines Inventar auf Grundlage der ausführlichen Auflistungen der Bestände aufgestellt, das die gleiche Anzahl Kapitel wie der Buchungsplan der Agentur enthält.

Art. 23 - Die Verbuchungen, die zur Kontenberichtigung aufgrund der Angaben des Inventars bestimmt sind, erfolgen ebenfalls am 31. Dezember.

Art. 24 - Nach den in Artikel 23 erwähnten Verbuchungen wird eine endgültige Bilanz erstellt.

Art. 25 - Das kumulierte Ergebnis bildet das Eigenkapital der Agentur.

KAPITEL IV — *Rechnungslegung*

Art. 26 - Jährlich legt die Agentur dem Minister das Folgende vor:

1° die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung;

2° das Konto der Vermögensschwankungen;

3° eine Erfolgsrechnung;

4° eine Bilanz.

Art. 27 - Zur Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung werden die Beträge der endgültigen Bilanz in der Gruppe der eröffneten Konten übertragen.

Unter Berücksichtigung der regelmäßig vorgenommenen Abänderungen enthält die Rechnungsaufstellung die gleichen Unterteilungen wie die Tabellen des Haushaltsplans, so wie dieser in Übereinstimmung mit den in Artikel 12 vorgesehenen Bestimmungen aufgestellt worden ist.

Diese Tabellen enthalten in aufeinanderfolgenden Spalten:

1° die Artikelnummern;

2° die Bezeichnungen dieser Artikel;

3° jeweils die veranschlagten Einnahmen oder die gewährten Mittel, je nach Fall;

4° die angerechneten Einnahmen bzw. Ausgaben;

5° die Differenz zwischen Voranschlag und Anrechnungen.

Die Differenz zwischen den Einnahmen und den angerechneten Ausgaben bildet das Haushaltsergebnis des Jahres. Wenn man dieses Ergebnis mit den Ergebnissen der vorigen Jahre kumuliert, erhält man das allgemeine Ergebnis der Haushalte.

Art. 28 - § 1. Das Konto der Vermögensschwankungen wird in der Form von Tabellen dargestellt, in denen die in den eröffneten Konten verbuchten Bestände aufgeführt sind.

§ 2. Dieses Konto enthält:

1° die Beträge, die den Aktivaerhöhungen und den Passivasenkungen entsprechen und die Gegenleistung der im Haushaltsplan angerechneten Ausgaben darstellen;

2° die festgestellten Mehrwerte und sonstigen Aktivaerhöhungen, außerhalb jeglicher Haushaltsanrechnung;

3° die Beträge, die den Aktivasenkungen und den Passivaerhöhungen entsprechen und die Gegenleistung der im Haushaltsplan angerechneten Einnahmen darstellen;

4° die Minderwerte, die Abwertungen, das Verschwinden von Aktivaposten oder die Passivaerhöhungen, die außerhalb jeglicher Haushaltsanrechnung festgestellt worden sind.

§ 3. Die Geschäfte werden zusammengefasst. Dabei werden die in dem Haushalt angerechneten Geschäfte und die außerhalb jeglicher Haushaltsanrechnung festgestellten Geschäfte in getrennte Spalten eingeordnet.

§ 4. Der Unterschied zwischen den Erhöhungen und den Verminderungen bildet das Ergebnis der Vermögensschwankungen des Jahres.

Wenn man dieses Ergebnis mit den Ergebnissen der vorigen Jahre kumuliert, erhält man das allgemeine Konto der Vermögensschwankungen.

§ 5. Der Vergleich der Jahresbilanz mit der Bilanz des vorigen Jahres ergibt das Ergebnis der Vermögensschwankungen der Agentur, die im Laufe des Jahres stattgefunden haben.

Art. 29 - Die Erfolgsrechnung besteht aus dem Folgenden:

1° die Kosten der eingesetzten Materien und der erbrachten Dienstleistungen, der Lasten für die Verwendung der Anlagegüter und der Werkzeugausrüstung, sowie alle anderen Lasten jeglicher Art, die sich auf diesen Betrieb beziehen und den Selbstkostenpreis belasten;

2° der Preis der Abtretung von erbrachten Dienstleistungen und abgetretenen Produkten.

Art. 30 - Die Bilanz über die aktive bzw. passive Lage der Agentur am 31. Dezember besteht aus der Übertragung der Saldi, die in der endgültigen Bilanz erscheinen.

Art. 31 - § 1. Die Konten, zusammen mit einer endgültigen Bilanz werden vor dem 30. April des Jahres nach dem Verwaltungsjahr in fünf Ausfertigungen dem Minister vorgestellt. Dieser übermittelt dem Minister des Haushalts drei Ausfertigungen.

§ 2. Der Minister des Haushalts richtet an den Rechnungshof zwei Ausfertigungen der Konten vor dem 31. Mai des Jahres nach deren Verwaltung.

Nachdem der Rechnungshof seine Kontrollaufgabe ausgeübt hat, sendet er dem Minister des Haushalts eine Ausfertigung der Konten mit seinen Bemerkungen zurück. Der Minister des Haushalts leitet diese dem Minister weiter.

KAPITEL V — *Endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes*

Art. 32 - Die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung der Agentur wird dem Dekretsentwurf zur Abrechnung des Haushaltsplanes beigelegt.

KAPITEL VI — *Sonstige und Schlussbestimmungen*

Art. 33 - Wenn die Kontrolle des Rechnungshofes an Ort und Stelle organisiert wird, werden die Belege bezüglich der Verbuchungen durch die anstelle vom Rechnungshof als Verwahrer dieser Belege eintretende Agentur aufbewahrt.

Art. 34 - Der vorliegende Erlass wird am Tag seiner Unterzeichnung wirksam.

Art. 35 - Der Minister und der Minister des Haushalts werden jeder in seinem Bereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

VERTALING

N. 99 — 1968

[C - 99/27489]

6 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het budgettaire, boekhoudkundige, financiële en vermogensbeheer van het « Agence wallonne des Télécommunications » (Waals Agentschap voor Telecommunicatie)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 februari 1999 tot oprichting van het « Agence wallonne des Télécommunications », inzonderheid op de artikelen 14 en 15;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium, van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer en van de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° « Agentschap » : het « Agence wallonne des Télécommunications »;
- 2° « Minister » : de Minister die voor Telecommunicatie bevoegd is.

HOOFDSTUK II. — *Begroting*

Afdeling 1. — Begroting van de ontvangsten en uitgaven

Art. 2. De begroting omvat alle ontvangsten en uitgaven van het Agentschap tijdens het jaar waarvoor ze opgemaakt is, wat de oorsprong en de oorzaak ervan ook mogen zijn.

Art. 3. Onder ontvangsten worden verstaan alle rechten die aan het Agentschap toekomen wegens zijn betrekkingen met derden.

Art. 4. § 1. Voor contracten en opdrachten waarvan de uitvoeringstermijn meer dan een begrotingsjaar in beslag neemt, bepaalt de begroting, enerzijds, het bedrag van de verbintenissen die mogen worden aangegaan, en, anderzijds, het bedrag van het gedeelte van de contracten en opdrachten dat in de loop van het betrokken begrotingsjaar mag worden vereffend.

§ 2. In afwijking van de bepalingen van § 1 worden de rechten voortspruitend uit het sluiten van contracten m.b.t. het gebruik van goederen of diensten, die de ondertekenaars voor meer dan een begrotingsjaar verbinden, slechts ten belope van de rechten die tijdens het begrotingsjaar opeisbaar worden, op de begroting aangerekend.

Art. 5. De budgettaire aanrekening wordt uitgevoerd op basis van het document dat voor derden bestemd is of dat van hen uitgaat, en waarbij het bestaan en de omvang van de verrichting vastgesteld worden.

Art. 6. De ramingen betreffende de ontvangstposten van de begroting houden geen beperking in van de te verrichten ontvangsten.

De ontvangsten moeten geboekt worden op de posten die ervoor bestemd zijn.

Art. 7. De op de uitgavenposten uitgetrokken kredieten beperken de uitgaven tot het vastgestelde bedrag, tenzij de tekst ervan bepaalt dat ze niet-limitatief zijn.

Art. 8. De overschrijvingen van kredieten die op de begroting van het Agentschap uitgetrokken worden, moeten, vóór elke tenuitvoerlegging, goedgekeurd worden door de Minister op overeenkomstig advies van de Minister van Begroting.

Afdeling 2. — Interne bewegingen

Art. 9. Verrichtingen die niet uit betrekkingen met derden voortvloeien, zijn interne bewegingen. Die verrichtingen betreffen met name het vormen, het omzetten en het verdwijnen van vermogenswaarden, het samenstellen van reserve-, afschrijvings- of vernieuwingsfondsen.

Art. 10. Interne bewegingen worden indicatief geraamd in de prefiguratie van de rekeningen die ze zullen beïnvloeden.

De prefiguratie van de rekeningen is de synthese van de waardenbeweging die, gedurende het jaar waarvoor de begroting is opgemaakt, voortvloeit uit de uitvoering van de statutaire opdracht van het Agentschap.

Deze synthese houdt rekening met dezelfde onderverdelingen als die in het boekhoudplan voorkomen. De bedoeling ervan is te wijzen op de mogelijke vermogenswijzigingen die voortvloeien hetzij uit de verrichtingen van het Agentschap met derden, hetzij uit de interne waardenbeweging.

Afdeling 3. — Vorm van de begroting en van haar bijlagen

Art. 11. Het begrotingsontwerp van het Agentschap wordt aan de hand van tabellen opgemaakt, in een vorm die gezamenlijk bepaald wordt door de Minister en de Minister van Begroting.

Die tabellen moeten overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 opgemaakt worden. De ontvangsten en uitgaven worden er volgens hun aard ingedeeld.

Art. 12. De prognoses van ontvangsten en de kredieten voor uitgaven worden met afzonderlijke bewijsnota's gestaafd.

De beheershandelingen waarvan de financiële gevolgen tot uiting komen in de rekeningen van verschillende jaren, worden in de vorm van een beknopt programma uiteengezet. Jaarlijks wordt, zolang het programma niet volledig afgewerkt is, herinnerd aan de staat van voortgang in de uitvoering ervan.

Art. 13. Aan de hand van een bewijsnota stelt het Agentschap de prefiguratie van de rekeningenbeweging voor waarvan sprake in artikel 10.

De prefiguratie is de volgende :

1° alle ontvangsten en uitgaven worden in de tabel van de begrotingsramingen opgenomen, de eerste aan de creditzijde en de tweede aan de debetzijde;

2° alle interne bewegingen, waarvan sprake in artikel 9, worden afzonderlijk weergegeven en onderling gecrediteerd en gedebiteerd voor het geheel van de geprefigurerde rekeningen.

Art. 14. Wat betreft het beheer van de roerende of onroerende goederen waarvan het eigenaar is of die het in gebruik heeft, kan het Agentschap zich beperken tot het voorleggen van de prefiguratie van de rekeningen waarin de beheersverrichtingen en waardeschommelingen van die goederen opgenomen zijn.

Art. 15. De prefiguratie van de rekening van de liquiditeitsbewegingen wordt bij het begrotingsontwerp gevoegd.

HOOFDSTUK III. — *Boekhouding*

Art. 16. Alle verrichtingen betreffende de activiteit en de administratie van het Agentschap worden dagelijks uitvoerig in de boeken opgenomen.

Elke boekhouding is met een bewijsstuk gestaafd.

Art. 17. De boekhouding geschiedt volgens de gewone regels van de dubbele boekhouding.

Voor de boekhouding worden minstens volgende documenten gebruikt :

1° een journaal waarin de verrichtingen in chronologische volgorde worden opgenomen;

2° een boekhoudplan met, enerzijds, de aangewende middelen volgens hun aard en, anderzijds, het gebruik dat van deze middelen gemaakt wordt alsook de vermogenswijzigingen die eruit voortvloeien.

Art. 18. In de loop van het jaar vertonen de rekeningen waarop de budgettaire uitgaven worden geboekt slechts boekingen aan de debetzijde; de rekeningen waarop de budgettaire ontvangsten worden geboekt vertonen slechts boekingen aan de creditzijde zodat deze rekeningen de recapitulatie van de bewijsstukken van deze boekingen vormen.

Art. 19. Documenten die van derden uitgaan en de inschrijvingen op de rekeningen staven, worden per begrotingspost ingedeeld.

De afschriften van documenten die voor derden bestemd zijn, zijn het voorwerp van een gelijksoortige indeling.

Art. 20. De documenten die het Agentschap opmaakt om de interne waardenbewegingen te rechtvaardigen, zijn het voorwerp van een indeling per rekening. Ze mogen niet verward worden met de in artikel 19 bedoelde documenten.

Art. 21. Een voorschot wordt aangelegd om toekomstige oninbare vorderingen te dekken. De voor te schieten geldsom is minstens gelijk aan het derde van de oninbare vorderingen die gedurende drie achtereenvolgende boekjaren zijn vastgesteld.

Art. 22. Op 31 december worden de activa- en passivawaarden van het vermogen van het Agentschap herzien en wordt, op basis van de omstandige contantenlijsten, een algemeen inventaris opgemaakt die in evenveel hoofdstukken onderverdeeld wordt als het boekhoudplan van het Agentschap.

Art. 23. De boeking die de rekeningen overeenkomstig de gegevens van de inventaris moet rectificeren, wordt eveneens op 31 december uitgevoerd.

Art. 24. Na de in artikel 23 bedoelde boeking, wordt een eindafsluiting van de rekeningen opgemaakt.

Art. 25. Het gecumuleerde resultaat vormt de eigen fondsen van het Agentschap.

HOOFDSTUK IV. — *Aflegging van de rekeningen*

Art. 26. Het Agentschap bezorgt jaarlijks de Minister :

1° de rekening van uitvoering van de begroting;

2° de rekening van de vermogenswijzigingen;

3° een resultatenrekening;

4° een balans.

Art. 27. De rekening van uitvoering van de begroting wordt opgemaakt door het overbrengen van de geldsommen die bij de eindafsluiting in de groep van de open rekeningen voorkomen.

Rekening houdende met de wijzigingen die er regelmatig in zijn aangebracht, vertoont de rekening van uitvoering dezelfde onderverdelingen als de tabellen van de begroting die is opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 12.

In de opeenvolgende kolommen van die tabellen komen volgende gegevens voor :

1° de nummers van de posten;

2° hun teksten;

3° de ontvangstenprognoses of de toegekende kredieten, al naar gelang het geval;

4° de aangerekende ontvangsten of uitgaven;

5° de verschillen tussen de prognoses en de aanrekeningen.

Het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en uitgaven vormt het begrotingsresultaat van het jaar. Dit resultaat vormt, samen met de begrotingsresultaten van de vorige jaren, het algemene resultaat van de begrotingen.

Art. 28. § 1. De rekening van de vermogensvariaties staat vermeld in tabellen waarin de in de open rekeningen geregistreerde elementen voorkomen.

§ 2. Deze rekening omvat :

1° de bedragen die de activaverhogingen en de passivaverminderingen vertegenwoordigen en de tegenwaarde zijn van de bij de begroting ondergebrachte uitgaven;

2° de meerwaarden en andere vastgestelde activaverhogingen, buiten elke budgettaire aanrekening;

3° de bedragen die de activaverminderingen of de passivaverhogingen vertegenwoordigen, die de tegenwaarde zijn van de bij de begroting ondergebrachte ontvangsten;

4° de minderwaarden, waardeverminderingen, activaverdwijningen of passivaverhogingen vastgesteld buiten elke budgettaire aanrekening.

§ 3. De verrichtingen worden samenvattend herhaald in verschillende kolommen met, enerzijds, de verrichtingen die het voorwerp van een budgettaire aanrekening zijn, en anderzijds, de verrichtingen die buiten elke budgettaire aanrekening vastgesteld zijn.

§ 4. Het verschil tussen de verhogingen en de verminderingen vormt het resultaat van de vermogensvariëaties in de loop van het jaar.

Dit resultaat vormt, samen met de resultaten van de vorige jaren, de algemene rekening van de vermogensvariëaties.

§ 5. Het resultaat van de vermogensvariëaties die het Agentschap in de loop van het jaar kende, wordt verkregen door de balans van het betrokken jaar met die van het jaar tevoren te vergelijken.

Art. 29. De resultatenrekening bestaat uit :

1° de kosten van de aangewende middelen en verrichte prestaties, de lasten voor het gebruik van beleggingen en werktuigen alsook alle andere meestal willekeurige lasten die deze exploitatie betreffen en de kostprijs belastingen;

2° de prijs van de overdracht van die diensten en producten.

Art. 30. De balans van de activa en passiva van het Agentschap op 31 december, wordt gevormd door het overbrengen van de saldo's die bij de eindafsluiting van de rekeningen aan het licht komen.

Art. 31. § 1. De rekeningen worden, samen met een eindafsluiting, vóór 30 april van het jaar na het beheersjaar, in vijf exemplaren voorgelegd aan de Minister. De Minister stuurt drie exemplaren aan de Minister van Begroting.

§ 2. De Minister van Begroting stuurt, vóór 31 mei van het jaar na het jaar van hun beheer, twee exemplaren van de rekeningen aan het Rekenhof.

Na zijn controletaak te hebben uitgevoerd, stuurt het Rekenhof, samen met zijn opmerkingen, een exemplaar van de rekeningen aan de Minister van Begroting die het vervolgens doorzendt naar de Minister.

HOOFDSTUK V. — *Definitieve regeling van de begroting*

Art. 32. De rekening van uitvoering van de begroting van het centrum wordt bij het decreetsontwerp inzake regeling van de begroting gevoegd.

HOOFDSTUK VI. — *Diverse en slotbepalingen*

Art. 33. Als het Rekenhof ter plaatse een controle organiseert, kan het Agentschap de bewijsstukken van de boekhouding in plaats van het Rekenhof bewaren.

Art. 34. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 35. De Minister en de Minister van Begroting zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN



F. 99 — 1969

[C - 99/27488]

6 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon établissant un barème de remise de l'amende applicable à la taxe sur les déchets ménagers prévue par l'article 28 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne, notamment l'article 28, modifié par les décrets des 16 juillet 1998 et 16 décembre 1998, ci-après dénommé « le décret »;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 1999;

Vu l'urgence motivée par le fait que les modifications apportées par le présent arrêté instaurent un régime plus favorable pour les redevables et que l'envoi des rappels de paiement de la taxe pour l'exercice fiscal 1998 doit être effectué dans le courant du mois de février 1999;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 avril 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est établi le barème suivant de remise de l'amende prévue à l'article 28 du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne en tant qu'elle est applicable à la taxe sur les déchets ménagers :

1° l'amende n'est pas due si le redevable effectue le paiement de la taxe dans les dix jours de l'envoi du rappel de paiement;

2° l'amende n'est pas due si le redevable est bénéficiaire du minimex suivant les dispositions de la loi sur le minimex du 7 août 1974 ou s'il établit que ses revenus sont égaux ou inférieurs au minimum de moyens d'existence, à condition que le redevable s'acquitte du paiement intégral de la taxe ou du respect ponctuel des facilités de paiement éventuellement accordées pour l'acquiescement de ladite taxe;

3° l'amende n'est pas due par les redevables qui, absents de leur domicile par suite de circonstances exceptionnelles indépendantes de leur volonté ont été dans l'impossibilité de prendre connaissance de l'avertissement-extrait de rôle dans le délai accordé pour le paiement de la taxe.

Il incombe aux redevables de fournir la preuve de ces circonstances exceptionnelles.